

La Bolivie juge inadmissible l'ingérence dans ses affaires intérieures



La Paz, 12 mars (RHC) Le président du Sénat bolivien, Andrónico Rodríguez, a qualifié d'inadmissible que certains gouvernements s'immiscent dans les décisions et la situation politique et économique du pays.

Rodríguez a rejeté cette situation d'ingérence sous tous les angles et s'est félicité que la souveraineté de l'État ait été proclamée dès l'investiture de l'ancien président Evo Morales en 2006.

Le législateur a déploré que l'ex-présidente de facto Jeanine Áñez ait laissé libre cours à l'ingérence d'autres gouvernements, ce qui est maintenant évident, selon une note du site du Sénat.

Les déclarations du chef de la Chambre Haute font suite à une publication d'un journaliste britannique qui indique que l'ambassade du Royaume-Uni en Bolivie s'est rapidement mobilisée pour collaborer avec Áñez, et que l'intérêt de ce pays étranger aurait été le lithium.

Rodriguez a souligné comme 'plus qu'évident que le Royaume-Uni, les Etats-Unis et d'autres gouvernements d'extrême droite ont été très ouvertement impliqués dans de nombreux sujets dans le pays'.

'Nous avons vu que même monsieur Erick Foronda, qui a travaillé avec Áñez, venait au nom des États-Unis et, bien sûr, cela a créé des espaces pour décider des questions économiques comme le prêt du FMI', a déclaré le législateur.

Il a également avancé que le ministère des Affaires étrangères prend note de ce cas, 'mais mérite une information fiable et réelle de ces pays pour savoir ce qu'ils prétendent ou font dans cette situation', indique le site du Sénat bolivien.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/250457-la-bolivie-juge-inadmissible-lingerence-dans-ses-affaires-interieures>



Radio Habana Cuba